

DR. Jacques-Roger BOOH BOOH

B. P. 12739

Yaoundé (Cameroun)

Tél: (237)20.86.30

Yaoundé le 20 JUILLET 1995.

4/1

Monsieur le Professeur,

Pour des raisons technique, votre lettre-fax en date du 4 Juillet 1995 m'a été remise avec une semaine de retard. Je m'enpresse de vous fournir les informations sollicitées.

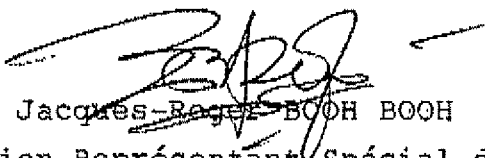
J'apprécie votre souci de mener une recherche honnête sur le drame que continue de vivre le Peuple Rwandais au moment où des publications récentes que j'ai pu lire sur ce sujet m'ont semblé à la fois superficielles et partisans. On dépense beaucoup d'énergie à imputer aux étrangers les causes de la difficile cohabitation Hutu-Tutsi sans méditer suffisamment sur ces paroles tirées des PSAUMES 9, Verset 16 " Les nations tombent dans la fosse qu'elles ont faite , leur pied se prend au filet qu'elles ont caché ".

Vous pouvez donc dans votre louable démarche compter sur ma modeste mais sincère coopération.

Enfin, je vous fait tenir deux Communiqués de Presse publiés à Kigali, à New-York et par certains organes de presse qui donnent l'état d'esprit qui règnait au siège de la MINUAR les 7 et 8 Avril 1994.

Veillez agréer Monsieur le Professeur, l'expression de mes sentiments distingués./-

PROF. DR. FILIP REYNTJENS
UNIVERSITAIR CENTRUM ANTWERPEN
BRUSSELS
FAX N°: 00-32-3-218.06.66.


DR. Jacques-Roger BOOH BOOH
Ancien Représentant Spécial du
Secrétaire Général de l'ONU au
RWANDA.

(T)
// (REPONSES DU DR. J. R. BOOH BOOH AUX QUESTIONS SUR
LE RWANDA POSEES PAR LE PROFESSEUR DR. FILIP REYNTJENS

+++++|||====|||++++

REPONSES A LA PREMIERE QUESTION:

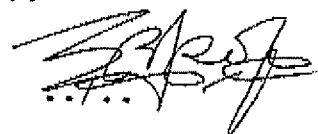
Puisque vous avez souhaité voir évoquer certains faits antérieurs au 2 Avril 1994, je vous dirais brièvement ceci:

Au cours des dix derniers jours du mois de Mars, les Observateurs aux négociations de l'Accord de Paix d'Arusha à savoir les Ambassadeurs à Kigali, de France, de Belgique, d'Allemagne, des Etats-Unis, du Zaïre, de la Tanzanie, du Burundi, d'Ouganda, le Nonce Apostolique et Doyen du Corps Diplomatique et moi-même, ont réussi à rapprocher sensiblement les deux tendances du Parti libéral qui constituait le dernier obstacle à la mise en place des institutions de la transition.

Mais contre toute attente nous avons vu surgir la revendication de la CDR (Coalition pour la Défense de la République) d'occuper un poste de Député à l'Assemblée Nationale de la transition conformément à l'Accord d'Arusha. De l'avis de tous, le Chef de l'Etat est soupçonné d'être l'Instigateur de la démarche de ce Parti extrémiste Hutu, impliqué dans de nombreux actes de violence et jusque là farouchement hostile à l'Accord de Paix d'Arusha.

Tous les efforts de la Communauté Internationale (représentés par les Observateurs rappelés plus haut) pour surmonter ce nouvel obstacle, vont s'avérer vains. Nous avons proposé notamment dans un Communiqué de Presse que dans un esprit de réconciliation nationale, la CDR puisse occuper son poste de Député mais qu'en retour la mouvance présidentielle renonce définitivement à susciter d'autres obstructions à la bonne exécution de l'Accord de Paix.

Ni HABYARIMANA, ni Le FPR ont accepté cette proposition alors que les Partis politiques représentés au Gouvernement à l'exception du MRND appuyaient la position des Observateurs.



J'ai cherché en vain rencontrer le Chef de l'Etat à Kigali pour lui faire part de la lassitude des membres du Conseil de sécurité qui devant se réunir le 5 Avril étaient réticents pour proroger le mandat de la MINUAR.

M. Joseph NZIRORERA que j'ai contacté m'a informé le 1er Avril que le Chef de l'Etat allait passer la fête de Pâques à Gisenyi et qu'il serait disposé à m'y recevoir.

Ayant informé New-York, le Commandant de la Force a mis une forte escorte à ma disposition pour me rendre à Gisenyi le 2 Avril. A Gisenyi, je n'ai rencontré aucune Personnalité Officielle le 2 Avril.

Le 3 Avril vers 11H, M. NZIRORERA est venu m'informer à l'Hôtel le Méridien de Gisenyi que le Président de la République était disposé de me recevoir à dîner chez lui le jour même. M. NZIRORERA a ajouté que le Président étant invité à déjeuner chez un de ses Anciens Ministres HIGANIRO Alphonse, originaire de Gisenyi, il me suggérait de me rendre aussi à ce déjeuner pour avoir un premier contact avec le Chef de l'Etat; ce que j'ai accepté bien que n'ayant jamais rencontré M. HIGANIRO.

A ce déjeuner, il y avait outre les Hôtes, le Chef de l'Etat et son épouse, NZIRORERA et son épouse, un Banquier du nom de Pasteur MUSADE et son épouse, le gendre du Président HABYARIMANA et son épouse et moi-même.

Au dîner chez le Président, les mêmes personnes se sont retrouvées avec en plus le Colonel Commandant de la place de Gisenyi et deux autres personnes qui ne m'ont pas été présentées.

S'agissant du fond de votre question, je voudrais insister sur le fait que je n'ai eu ni tête à tête, ni séance de travail avec le Président à Gisenyi.

Mais tant au déjeuner qu'au dîner les conversations à bâton rompu ont tourné essentiellement autour de l'Accord d'Arusha et de la nécessité avant le 5 Avril de mettre les institutions en place en laissant si nécessaire de côté le problème de la CDR. J'ai indiqué les sérieuses préoccupations du Secrétaire Général BOUTROS BOUTROS-GHAI qui n'était pas sûr du renouvellement du mandat de la MINUAR; certains pays influents envisageant à contre coeur ce renouvellement pour quelques semaines seulement...



Le Président HABYARIMANA s'est aussitôt insurgé contre les accusations selon lesquelles c'est lui qui bloquait la mise en exécution de l'Accord. Voilà, Monsieur le Représentant Spécial, j'ai déjà prêté serment pour précisément exécuter l'Accord de paix; on ne saurait en dire de même pour l'autre partie a-t-il déclaré...

Il a attaqué le Président MUSEVENI d'Ouganda de soutenir militairement le FPR avant de s'en prendre à la Communauté Internationale qui fait des pressions intolérables sur lui alors qu'elle a toujours ménagé le FPR tant au cours des négociations de l'Accord de Paix d'Arusha qu'en ce qui concerne l'exécution actuelle dudit Accord.

M. NZIRORERA et tous ceux qui étaient présents, appuyaient bien sûr avec zèle les vues du Chef de l'Etat.

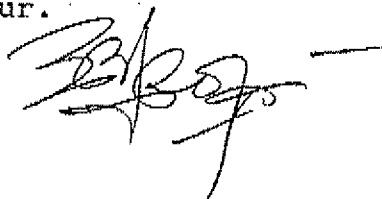
En discutant de l'insécurité croissante dans le pays, j'ai fait allusion à la rumeur selon laquelle le Président HABYARIMANA continuait de livrer des armes aux extrémistes Hutu du Burundi et qu'il prenait là des risques personnels sérieux. Le Président n'a pas réagi.

Devant mon insistance de voir le Président prendre une décision historique pour faire mettre les institutions de la transition en place avant la réunion du Conseil de Sécurité du 5 Avril, le Chef de l'Etat au moment de le quitter m'a informé qu'il se rendra à GBADOLITE le 4 Avril puis à DAR ES SALAM le 6 Avril et qu'il me recevra dès son retour à Kigali. Il ne m'a rien promis de précis. Son soutien à la CDR m'a semblé très ferme. Mais j'étais cependant satisfait d'avoir pu faire connaître les vives préoccupations du Secrétaire Général de l'ONU au Président de la République et ce, avant la réunion du Conseil de Sécurité.

REPONSE A LA DEUXIEME QUESTION:

Je ne suis pas au courant de la rencontre du Premier Ministre Madame UWLLINGIYIMANA avec les Officiers le 4 Avril.

Rentré de Gisenyi le 4 Avril soir (jour férié) j'ai pu seulement assister à la cérémonie marquant l'anniversaire de l'Indépendance du Sénégal qui se tenait à l'Hôtel le Méridien en qualité d'Invité d'Honneur.



Sur sa demande, j'ai rencontré par contre le Premier Ministre le 5 Avril accompagné de mon Conseiller Politique Principal Monsieur MAMADOU KANE. Le Premier Ministre n'a pas évoqué une rencontre qu'elle aurait eue avec les Officiers. Elle m'a plutôt parlé des efforts qu'elle a déployés pendant le Week end pour faire accepter la revendication de la CDR au FPR. Le FPR considère m'a t'elle dit que la CDR est une bande de Terroristes qui veulent souiller l'Accord de Paix de leurs crimes. Le FPR est fermement opposé à la position de la Communauté Internationale sur ce problème de la CDR.

Mais le Premier Ministre pensait que si le Chef de l'Etat renonçait de façon solennelle à faire obstruction à la mise en place des institutions, Le FPR qui a confiance en elle pourrait peut être se montrer plus flexible sur la requête de la CDR.

Le Premier Ministre a apprécié le rapport que je lui ai présenté de mon séjour à Gisenyi et semblait beaucoup compter sur moi pour amener le Président à coopérer sincèrement avec Elle et avec le FPR.

A la sortie de cette audience, mon Conseiller Politique Principal a pris contact avec le Directeur de Cabinet du Président ENOCH RUGIRA qui lui a dit que le Chef de l'Etat pourra me recevoir à son retour de Tanzanie et qu'il est possible qu'il fasse une déclaration ou rende public un Communiqué de Presse pour proposer une solution pour mettre un terme à l'impasse politique que connaît le Rwanda.

REPONSE A LA TROISIEME QUESTION:

Le Général DALLAIRE, Commandant des Forces de la MINUAR s'est rendu au Ministère de la Défense après avoir appris la mort du Chef de l'Etat pour savoir les mesures qui avaient été prises pour assurer la tranquillité dans le pays ainsi que la contribution éventuelle que la MINUAR pouvait apporter à l'effort du Gouvernement dans ce domaine.

C'est à ce moment que le Général DALLAIRE a été informé de l'existence d'un Comité Militaire de crise et de la désignation du Colonel GATSINZI au poste de Chef d'Etat Major par intérim de l'Armée.

... 

Pressé par des questions délicates à caractère politique, Le Général DALLAIRE s'est référé à moi et m'a conseillé de recevoir une délégation d'Officiers des Forces Armées Rwandaises (FAR).

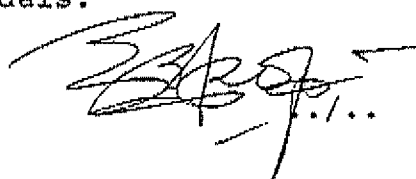
Peu avant minuit, le Colonel BAGOSORA, Directeur de Cabinet du Ministre de la Défense et le Lieutenant Colonel RWABILINDA EPHREM, Agent de liaison des FAR auprès de la MINUAR m'ont été présentés à ma résidence par le Général DALLAIRE. Outre le GENERAL, j'étais entouré de Moctar GUEYE Porte-Parole Adjoint de la MINUAR et NGIJOL Gilbert, Assistant du Représentant Spécial de l'ONU à Kigali. Notre entretien a duré moins d'une heure.

Le Colonel BAGOSORA m'a confirmé la mort du Chef de l'Etat et m'a informé de la mise en place d'un Comité militaire pour diriger provisoirement le Pays.

Je lui ai demandé si cela signifiait qu'il ya eu Coup d'Etat. Le Colonel BAGOSORA a rejeté énergiquement toute idée de coup d'état. Il a ajouté que le but des Officiers est de rassurer la population et de faire exécuter l'Accord de Paix d'Arusha. Pendant que le Comité militaire rassurera le Peuple a-t-il précisé, le Représentant Spécial poursuivra ses efforts pour rapprocher les Leaders Politiques afin de mettre les institutions de la transition en place le plus tôt possible.

J'ai répondu net que ce schéma des militaires Rwandais était contraire au mandat de la MINUAR et qu'il fallait que les militaires prennent plutôt contact avec le Premier Ministre qui est légalement en fonction ainsi qu'avec les dirigeants du MRND qui doivent désigner le Président de la République dans leurs rangs en vertu de l'Accord de Paix d'Arusha. J'ai suggéré également que les militaires puissent consulter les Observateurs de l'Accord de Paix. Le Général DALLAIRE a appuyé ma position et a ajouté que dans tous les pays démocratiques, les militaires obeissent aux ordres des Civils et non l'inverse.

Le Colonel BAGOSORA a accepté de rencontrer les Responsables du MRND et les Observateurs de l'Accord. Par contre, il a dit avec énergie que jamais les militaires prendront contact avec Madame le Premier Ministre qui a été rejetée par les membres de son propre Gouvernement et le Peuple Rwandais.



Informé de cette entrevue, l'Ambassadeur des Etats Unis a accepté après consultation avec les autres Ambassadeurs, d'accueillir la délégation des FAR et les Observateurs à sa résidence le 7 Avril à 9H ou 10H.

Cette réunion n'a pu avoir lieu car les rues de la Capitale étaient barrées par les militaires et les miliciens Hutu très tôt le matin du 7 Avril. Par contre la délégation des FAR dirigée par le Colonel GATSINZI et comprenant les Colonels BAGOSORA et EPHREM RWABILINDA a pu se rendre au Rendez-vous chez l'Ambassadeur des Etats Unis qui l'a reçue tout seul. Je n'ai pas été informé de ce qui s'est dit au cours de cette rencontre. Dommage, car je pense que les Observateurs auraient peut être pu dissuader le Colonel BAGOSORA et ses Collègues de ne pas commettre l'irréparable en ordonnant les assassinats odieux que l'on sait.

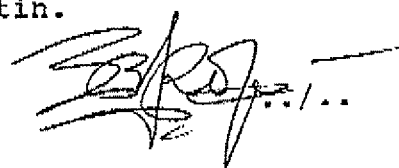
REPONSE A LA QUATRIEME QUESTION:

Comme je l'ai indiqué plus haut, le Colonel BAGOSORA a rejeté toute idée de prendre contact avec le Premier Ministre, en dépit de mes conseils et ceux du Général DALLAIRE sur l'opportunité d'une telle rencontre.

REPONSE A LA CINQUIEME QUESTION:

Oui, j'ai été en communication téléphonique constante avec le Premier Ministre toute la nuit du 6 au 7 Avril, et de façon épisodique avec le Premier Ministre désigné. Un Responsable du FPR et un Journaliste du FPR m'ont aussi téléphoné avant que je ne reçoive le Colonel BAGOSORA.

Vers une heure du matin, j'ai informé fidèlement le Premier Ministre des entretiens que j'ai eus avec le Colonel BAGOSORA. Lorsqu'elle a appris que les militaires rejettent énergiquement toute idée de contact avec le Premier Ministre, elle m'a dit excedée ; je dois m'adresser au Peuple Rwandais très tôt le matin, aidez moi Monsieur le Représentant Spécial à me rendre à la Radio le matin pour pouvoir parler au Peuple Rwandais. J'ai promis faire tout mon possible pour qu'elle puisse se rendre à la Radio le matin.



J'ai demandé en outre au Premier Ministre si elle n'avait pas de FAX pour essayer de contacter dès maintenant les agences de presse et surtout les Radios Internationales très écoutées au Rwanda : Elle m'a répondu par la négative.

Le Premier Ministre ne m'a pas divulgué le contenu du message qu'elle voulait adresser au Peuple Rwandais. L'escorte spéciale mise en place le 7 Avril par le Général DALLAIRE pour conduire le Premier Ministre à la Radiodiffusion n'a pu effectuer sa mission, les rues de la Capitale, ayant déjà été barrées par les FAR et les miliciens très tôt le matin du 7 Avril.

Madame le Premier Ministre a pu cependant avant sa mort accorder une interview par téléphone à RFI qui a été radiodiffusée le 7 Avril dans la matinée.

Le Premier Ministre désigné informé par le Premier Ministre de nos contacts m'a téléphoné deux ou trois fois dans la nuit du 6 au 7 Avril pour avoir des informations et m'encourager à poursuivre mes efforts pour dissuader les militaires à faire un Coup d'Etat.

Madame le Premier Ministre m'a téléphoné pour la dernière fois le 7 Avril autour de 8H30' pour m'informer de l'arrestation du Ministre de l'Agriculture et de ses proches par les FAR ou la Garde Présidentielle. Le Premier Ministre désigné m'a confirmé peu après cette arrestation ainsi que celle du Ministre de l'Information.

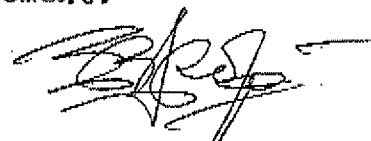
REPONSE A LA SIXIEME QUESTION;

En dehors des entretiens à mon domicile relatés plus haut, je n'ai pas eu d'autres contacts avec le Colonel BAGOSORA dans la nuit du 6 au 7 Avril. Je ne l'ai plus jamais revu depuis cette unique rencontre ni reçu un coup de téléphone de lui.

J'ignore tout de ce que Ce Colonel a pu faire et qui il a pu rencontrer en sortant de chez moi dans la nuit du 6 au 7 Avril en compagnie du Général DALLAIRE.

REPONSE A LA SEPTIEME QUESTION:

Je ne sais pas comment le "Gouvernement Intérimaire " a été formé. J'ignore qui l'a formé et où il a été formé. Je n'ai participé ni de près ni de loin à la formation de ce Gouvernement.



Connaissant ma position hostile à leur projet politique dès la nuit du 6 au 7 Avril, les cerveaux de ce Gouvernement ne m'ont plus du tout approché. Jusqu'à mon départ de Kigali le 12 Mai 1994. Je n'ai rencontré aucun membre de ce Gouvernement. J'ai à chaque fois eu un empêchement justifié (insécurité ou engagement à Arusha ou à Nairobi) pour décliner les invitations officielles qu'ils m'adressaient de les rencontrer.

Vous ne me verrez nulle part sur une photo ou un film avec les membres de ce " Gouvernement Intérimaire ".

Par contre, j'ai présidé le 15 Avril une réunion regroupant les FAR dirigées par le Colonel GATSINZI, Chef d'Etat Major par intérim des FAR et une délégation militaire du FPR pour discuter de la possibilité de signer un accord de cessez le feu.

Je dois dire que pour le Secrétariat Général des Nations Unies à New-York que j'ai consulté, il n'y avait aucune objection pour que je puisse rencontrer les autorités intérimaires du RWANDA, car l'ONU n'a pas pour principe de juger de la légitimité des Gouvernements ; Elle traite avec les autorités en place, un point c'est tout. Le 25 Mai, M. REZA sera reçu à Gitarama par le Premier Ministre du " Gouvernement Intérimaire " en qualité d'Envoyé Spécial de BOUTROS BOUTROS-GHALI.

REPONSE A LA HUITIEME QUESTION:

J'ai appris la mort des Casques Bleus Belges le 7 Avril. C'est je crois le Général DALLAIRE qui me l'a confirmé. Il était furieux que les FAR ou la Garde Républicaine aient refusé un moment qu'il prenne possession des Corps des Soldats.

Je ne connais pas les circonstances exactes de la mort des Soldats Belges. Le Général DALLAIRE est mieux placé pour vous donner des détails à ce sujet.

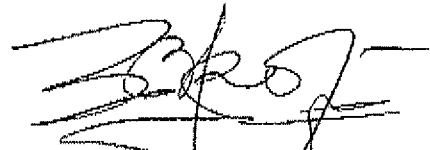
REPONSE A LA NEUVIEME QUESTION:

Je ne sais pas qui a participé le 9 Avril à la prestation de serment des nouvelles autorités. L'insécurité était telle à Kigali que le Général DALLAIRE m'a conseillé de ne pas me rendre

au lieu des cérémonies. A-t-il pu lui même s'y rendre ?
je ne sais pas.

En fait, le 9 Avril, les non Rwandais se préoccupaient plus à quitter le pays qu'à participer aux cérémonies organisées par les nouvelles autorités; La MINUAR était assaillie par des demandes d'aide et de protection tant des Rwandais que des non Rwandais./-

Yaoundé, 20 Juillet 1995.



Docteur Jacques-Roger BOOH BOOH
Ancien Représentant Spécial du
Secrétaire Général de l'ONU au RWAND/